

**Quel avenir pour la mer et le littoral en Méditerranée ?  
Atelier citoyen BASTIA  
7 mars 2018**

**Synthèse**

**11 participants.**

**Garant: Jean-Claude Ruyschaert.**

**Quels enjeux prioritaires ?**

Les gommettes ont donné les résultats suivants :

- Le bon état écologique du milieu marin : 7 gommettes
- Une économie maritime et littorale diversifiée : 10 gommettes
- Un patrimoine naturel et culturel riche : 9 gommettes
- Érosion et Changement climatique : 6 gommettes
- Activités de défense et de sécurité : 1 gommette
- Suggestions complémentaires : 0

**Résultats du WORLD CAFE concernant 2 enjeux prioritaires**

**Une économie maritime et littorale diversifiée**

<b><i>Pourquoi l'enjeu est important ? Il est important car :</i></b>
Maintenir les populations sur le territoire pour faire en sorte que la population puisse y vivre toute l'année.
L'économie maritime est une des premières économies locales à conserver.
Le littoral est un bien commun.
<b><i>Quelles synergies/opportunités ? Quelles difficultés conflits ?</i></b>
Arriver à concilier l'activité économique avec la préservation des paysages et de l'environnement.
Faire des ports de commerce de vrais lieux de vie.
Favoriser la valorisation « culturelle » des activités ( ex : chantier naval , criée..). Notion de « tourisme industriel ».
Valoriser les espaces du conservatoire du littoral (maintien d'une agriculture très raisonnée). Rendre praticable le littoral. Ne pas oublier de valoriser « l'intérieur », l'arrière-pays, afin de préserver le littoral.
Préserver la résilience des territoires (par exemple pour l'accueil de nouvelles populations).
Développer les énergies marines renouvelables (utiliser les vagues, la salinité, les différences de température de l'eau...).
Développer le traitement des déchets pour des raisons environnementales et économiques.

<b>Quelles propositions pour bien vivre en 2030 ?</b>
Diversifier les activités économiques. Quelle stratégie d'implantation mettre en place ? Développer des activités en lien avec la mer : activités sportives, énergies renouvelable, pêche. Développer une pluralité de l'emploi pour permettre de développer des activités en lien avec le littoral, mais également à l'intérieur du territoire corse.
Rompre avec la saisonnalité des activités.
Anticiper les activités de demain sur l'ensemble de la Corse (et pas seulement sur certains points particuliers comme Ajaccio, Bastia et/ou Calvi). Favoriser la formation, l'innovation et la recherche pour les activités de demain.
Élargir la réflexion au niveau international.
Favoriser l'énergie énergétique par la mer (énergies maritimes renouvelables).
Favoriser des liens de communication (et pas seulement des routes) entre la côte et l'intérieur.
Favoriser la possibilité d'accueillir de nouvelles populations « pérennes ».

### **Un patrimoine naturel et culturel riche**

<b>Pourquoi l'enjeu est important ? Il est important car :</b>
Le patrimoine naturel de la Corse (parc marin, aires marines et réserves) est très important : sa préservation constitue un enjeu marin. Les autres espaces naturels comme les zones humides, lagunaires qui rendent des services écosystémiques très importants (zone tampon, épuration, résilience face au changement climatique, biodiversité ..) représentent un enjeu très important également, d'autant qu'ils sont sous forte pression anthropique et menacés (destruction, pollution...).
Préserver le patrimoine maritime défensif (tours génoises, citadelles..) et le patrimoine historique des villes côtières qui témoignent de l'histoire Corse est important ; il part en ruine et n'est pas suffisamment restauré. Un patrimoine industriel plus récent (exploitation minières, Moulineros,..). Enjeu de connaissance scientifique et culturelle dans la préservation.
Enjeu pour les générations futures à préserver les patrimoines.
<b>Quelles synergies/opportunités ? Quelles difficultés/ conflits ?</b>
Le patrimoine naturel (faune littorale, poisson... est mal connu, voire surévalué faute de réelle connaissance des prélèvements. Il y aurait moins de pêcheurs côtiers en Corse que sur les autres littoraux méditerranéens et paradoxalement un faible rendement de pêche sur les espèces à forte valeur ajoutée, des espèces que l'on ne trouve plus (langouste) et des espèces en forte abondance comme l'anchois. Manque de données et d'observation pour savoir dans quel état est le patrimoine, d'où l'on part et où l'on veut aller ( patrimoine halieutique, biodiversité en général, bon état écologique...) ? ou bien manque de coordination entre les différentes sources existantes d'observation et de valorisation de l'information ?
Des menaces importantes de pollution pour la biodiversité : les ancrages des bateaux de plaisance en nombre important l'été, les rejets sauvages des eaux noires, le manque de moyens et les pratiques polluantes (déchets, antifouling, ...) dans les zones de carénages, le manque d'équipement des ports (cf. « ports propres »).
Une spécificité correspondant à la saisonnalité très forte du tourisme : des prélèvements

halieutiques élevés l'été, mais très faibles hors saison ce qui permettrait le renouvellement des stocks : une pêche saisonnière ciblée et bien valorisée.
Le peuple corse peu tourné vers la mer par le passé, plutôt vers la terre, (cf le patrimoine gastronomique corse). Quelques exceptions comme les zones portuaires ( Ajaccio, Bonifacio,...). La Corse est confrontée à différentes cultures, à différentes époques de son histoire ; ce qui expliquerait le patrimoine défensif, les villages sur les hauteurs et éloignés de la plage considérée comme un lieu dangereux où l'on est vulnérable. Une opportunité réelle pour la Corse à se tourner vers la mer et à développer les opportunités économiques tout en préservant ce patrimoine naturel.
Une spécificité corse : les communes ont à gérer sur leur territoire la loi « littoral » et la loi « montagne » : opportunité ou contrainte trop forte ?
Manque de ressources financières pour la restauration des patrimoines. Ceux qui bénéficient des retombées financières du tourisme ne sont pas ceux qui ont à financer le patrimoine.
<b><i>Quelles propositions pour bien vivre en 2030 ?</i></b>
Identifier les ressources et moyens pour mieux préserver et valoriser le patrimoine bâti, historique et industriel. Valoriser les patrimoines sans nécessairement les sanctuariser.
Faire le lien entre les villages en retrait et leur littoral (plage) en termes de patrimoine commun de la commune.
Développer les moyens de l'observation pour évaluer l'état des milieux naturels et des ressources, valoriser cette information et sensibiliser les acteurs économiques (par exemple les pêcheurs sur l'état des stocks). Sensibiliser sur les services rendus par la nature ( services écosystémiques). Éduquer les jeunes (dès le scolaire) sur la préservation.. pour les générations futures. Développer les actions citoyennes pour faire changer les comportements. Sensibiliser les touristes.
Mettre en place une organisation de l'espace marin pour diminuer les impacts sur les herbiers de posidonie : définir des points d'ancrage, interdire les mouillages « sauvages » et contrôler le respect de ces mesures. Accompagner la mise aux normes des aires de carénage.
Repositionner l'humain au cœur des écosystèmes.

### **Résultats de la discussion sur la vision**

La majorité des participants a considéré que la vision proposée était idéaliste, voire « bateau » et pour certains, trop générale et non spécifique à la Méditerranée. Cette vision devrait être déclinée dans le respect des spécificités et cultures des territoires. Elle semble par ailleurs difficile à atteindre au regard de la réalité des pressions sur la Méditerranée.

Face aux indicateurs désormais connus et clairs sur les tendances, cette vision suscite des questions quant aux moyens et au coût de sa mise en œuvre, voire des doutes sur sa faisabilité du fait de l'arsenal juridique inadapté (PLU, SCOT...) et d'une ambition politique, estimée insuffisante pour atteindre une résilience effective du littoral, limiter les impacts du changement climatique et atteindre le bon état écologique d'ici 2030.

2030 semble une échéance trop lointaine face à l'urgence ressentie « *identifier ce qui est faisable à court terme et le faire* », et aux défis à relever : changement climatique, (« *dans cette vision on n'est pas à la hauteur des indicateurs du changement climatique* ») . Il faut agir maintenant.

La vision n'est pas assez concrète et trop vague quant aux activités économiques à prioriser, aux moyens à mobiliser et qui seront réellement affectés à la mise en œuvre de cette vision, aux intentions réelles « *d'accord pour la transition numérique, encore faut-il une mise en œuvre effective du plan très haut débit en Corse* ».

Cette vision souffre de l'absence de chiffrage, comme par exemple : « *quelle part l'économie liée au tourisme représentera-t-elle en 2030 par rapport à aujourd'hui ?* ».

Un équilibre devra être trouvé dans la mise en œuvre de cette politique maritime intégrée entre les institutions, les citoyens et les représentants socio-économiques.

Des questions plus précises sont posées quant à la durabilité/viabilité à court terme de certaines activités (par exemple la pêche), quant au fait de mettre l'accent sur la transition numérique et l'innovation (considérés comme des moyens) au détriment de la valorisation du patrimoine et des activités existantes, qui pourraient notamment être consolidées, valorisées et évoluer au moyen des nouvelles technologies.

#### **La vision n'évoque pas plusieurs enjeux prioritaires :**

- **le tourisme**, sujet majeur qui n'est pas abordé alors qu'il représente des enjeux économiques, environnementaux et sociaux majeurs en Méditerranée et en Corse : quelle vision pour le tourisme ? Quel type de tourisme ?
- **la recherche** pour s'adapter aux défis à relever ;
- **la question de la résilience et de l'adaptation** face aux risques liés au changement climatique, trop peu abordée ;
- **la coopération méditerranéenne indispensable pour atteindre les objectifs** (pas de frontière en mer pour les espèces et les pollutions...).

#### **Pour atteindre cette vision intégrée, il est proposé de:**

- décloisonner les politiques publiques maritimes pour les penser dans une vision globale ;
- analyser plus finement et dissocier ce qui est faisable à court terme (5 ans) pour une mise en œuvre rapide et effective, de ce qui l'est à moyen terme (2030) et plus long terme (2050) à planifier ;
- utiliser les outils existants comme les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE), plans d'action pour le milieu marin (PAMM), schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) / plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) pour en globaliser les actions et mutualiser les coûts (par exemple faire en sorte que l'action des agences de l'eau au niveau du bassin soit effective et visible en termes de réduction des impacts sur le milieu marin) ;
- s'assurer de la prise en compte des impacts du changement climatique et notamment de l'adaptabilité des mesures et actions du document stratégique de façade sur le moyen et long terme ;

- développer la recherche sur les matériaux, les process, la réhabilitation dans la construction navale, le tourisme, le transport maritime pour s'adapter aux enjeux écologiques et climatiques ;
- réfléchir à une économie maritime permettant de consolider la démographie corse.
- mettre l'humain au cœur du projet.

**Equipe d'animation :** DIRM : Olivier Delteil, CMVRH : Isabelle Alla, Christian Cabrier, MTES/DML : Anne-France Didier.